



## Synthèse de L'enquête publique



### Points clés du site web de l'enquête publique

La préoccupation majeure de la grande majorité des personnes qui souhaitent l'arrêt de ce projet est la biodiversité. Le réseau Natura 2000 est plus important que jamais. Ces zones protégées garantissent la survie à long terme des espèces et des habitats les plus précieux et les plus menacés d'Europe, préservant ainsi la biodiversité et contribuant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.

## Introduction

L'avis du Conseil National de la Protection de la Nature a donné le ton de l'enquête publique ; et son refus d'approuver la demande d'autorisation environnementale a été largement cité dans les contributions défavorables données au cours de l'enquête publique. Alors que la réglementation ne leur permettait pas de déposer un autre dossier, le CNPN avait déjà souligné le risque de basculement en déclarant : « en effet, la disparition de seulement quelques individus peut aujourd'hui avoir un effet sur l'avenir de leurs populations. »

Mais c'est la pétition de la LPO (largement partagée) qui a déclenché l'enquête et son appel à participer à l'enquête publique qui a accéléré les choses : « Notre association locale ne peut être que favorable à la transition énergétique. Cela passe par une plus grande sobriété énergétique et par le développement des énergies renouvelables, à la condition que cela ne se fasse pas au détriment de la biodiversité. CE N'EST ABSOLUMENT PAS LE CAS POUR CE PROJET, c'est pourquoi nous émettons un avis défavorable. Vouloir installer 13 éoliennes en forêt, au sein d'une aire protégée est une aberration que nous dénonçons. »

## Le dilemme « vert contre vert »

L'énergie éolienne est une des clés utiles à l'atteinte des objectifs climatiques. Mais elle demande de plus en plus de compromis avec la protection de la biodiversité. Nous sommes donc confrontés au paradoxe d'un impact sur la biodiversité alors qu'on cherche à lutter contre le changement climatique. Utilisons des zones Natura 2000 pour la biodiversité et non pour les parcs éoliens.

Les forêts de St Jean de Bœuf et Antheuil servent-elles davantage de la biodiversité, ou le changement climatique, en générant de l'énergie et des revenus ? L'opinion publique s'est clairement prononcée en faveur de la préservation et de l'exploitation de la biodiversité, ainsi que de la recherche d'un autre site pour le développement.

Dans sa contribution, Violaine Basseville, agricultrice-éleveuse à Saint Jean de Bœuf et engagée dans des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) depuis 2016, a noté que :

« En 2016, 70 hectares de prairies et pelouses étaient sous contrat PAEC et 100 hectares depuis 2021, La commune étant située en zone NATURA 2000 et en zone de protection spéciale (ZPS). Après 7 années de travail en faveur de la biodiversité sur ces lieux, je ne trouve pas cohérent d'implanter des éoliennes à environ 1km de ces parcelles, risquant la mortalité d'une population d'oiseaux spécifiques et en voie de disparition. »

Elle poursuit : « Il me paraît primordial de préserver ces zones à haut potentiel en biodiversité, avec une biodiversité déjà existante. Sur la Bourgogne- Franche-Comté les sites NATURA 2000 représentent seulement 14% du territoire régional. Sur le département de la Côte d'Or, les zones de protection spéciales et les zones spéciales de conservation représentent une faible partie du

territoire, et elles ne sont pas remplaçables puisqu'elles ont été choisies pour leurs particularités, d'où l'importance de les protéger. Elles font partie de notre patrimoine naturel ! »

Dans ce dossier, une attention particulière est portée sur l'impact - notamment visuel - sur le patrimoine mondial de l'Unesco et le patrimoine bâti. Qu'en est-il de l'impact visuel sur notre patrimoine naturel ?

### **Déforestation**

La question de l'abattage des arbres, qui contribue à limiter les émissions de carbone, a également été largement débattue, tout au long de l'enquête publique. Il a été noté que le défrichement de 12 ha de forêts se traduira par un fractionnement et une perte d'habitat pour de nombreuses espèces, dommages irrémediables qu'il n'est pas possible de compenser par les mesures proposées.

Selon l'Avis Technique Natura 2000 soumis à l'enquête publique : « l'étude d'impact ne peut donc en aucun cas argumenter en faveur de « l'intérêt limite des boisements » pour justifier l'implantation des mats ». D'autres ont souligné que cela reviendrait de fait à réduire la superficie de la Zone Natura 2000.

### **Biodiversité**

Natura 2000 a également rappelé aux enquêteurs publics que « le site du projet a été identifié dans sa totalité comme un réservoir de biodiversité forestier, par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Bourgogne : la zone présente donc une responsabilité vis-à-vis de la trame verte et bleue régionale. L'atteinte à ces milieux d'enjeu régional, voire national, est un élément important à prendre en compte. »

### **Système de détection et de prévention du risque de collision pour l'avifaune**

La LPO, le CNPN et l'Avis Technique du Service Milieux Naturels, (Natura 2000) abordent tous la question de l'utilisation de la technologie pour limiter la mortalité des oiseaux.

Mais selon la LPO: « Ce type de dispositif permet de réduire le nombre des collisions mais certainement pas d'en éliminer le risque. C'est malheureusement ce qui s'est passé dans le parc de Bernagues, dans la commune de Lunas (Hérault) qui a fait l'objet d'une décision de justice inédite, largement commentée en fin d'année 2023, suite à la mort de deux aigles royaux et alors que les éoliennes étaient équipées de ce type de dispositif. »

Comme le souligne le CNPN, l'implantation en forêt ne permettra pas d'évaluer de manière fiable (en nombre d'individus mais aussi par espèces) la mortalité causée à la faune volante.

## La Patrimoine

L'une des soumissions les plus inattendues a été celle de la fille d'Henri Vincenot, Claudine Vincenot.

« Madame la Présidente de la commission d'enquête, défavorable au projet.

« Je suis déçue de constater que l'étude d'impact visuel pour le projet ne contient aucun photo-montage des éoliennes vues depuis les promenades de Henri Vincenot, ni l'impact visuel sur le terrain entourant La Peurrie, ni l'impact visuel vu de la maison de Comberainbeuf ni la route menant à Comberainbeuf.

« Il incombait au développeur de contacter les principaux acteurs et autorités concernés par le tourisme pour leur étude d'impact. C'est dommage alors que l'héritage d'Henri Vincenot a été négligé »

Vous trouverez le texte intégral de la lettre dans la section « nouvelles soumissions » du site web de La Plus Belle Vallée.

## La demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées

La LPO n'a pas caché son étonnement de voir RES Q Energy omettre notre information clé dans sa demande de dérogation. Il a fallu, note-t-elle, attendre l'avis de la MRAe, « s'étonnant de l'absence de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées, pour que le porteur de projet se résolve à en faire une. »

La LPO considère aussi que la demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'individus ou d'habitat d'espèces protégées est « très incomplète ».

« De manière étonnante, la plupart des espèces à fort enjeux n'y sont pas reprises, alors que leur présence est attestée dans la zone et que les risques de collision ou de dérangement restent suffisamment caractérisés, après prise en compte des mesures proposées, pour éviter et réduire l'impact du projet : Circaète Jean Le Blanc, Aigle botté, Cigogne noire, Milan royal, Milan noir, Bondrée apivore, Autour des palombes, Grand-Duc d'Europe, et Chevêchette d'Europe.

« La demande de dérogation oublie des espèces à forts enjeux. Elle porte sur une liste réduite d'espèces, comme le souligne la LPO dans son courrier à Monsieur le préfet du 8 janvier 2024. Celle-ci gomme les principales espèces d'intérêt communautaires et le recours éventuel auprès de la Cour de justice de l'Union Européenne, pour défaut de prise en compte de Natura 2000, aboutirait assurément à un jugement en ce sens.

« La demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'individus ou d'habitat d'espèces protégées ne reprend pas certaines espèces répondant pourtant aux conditions fixées par la décision du Conseil d'Etat du 09 décembre 2022.

« Assez curieusement, il s'agit d'espèces pour lesquelles la dérogation nuirait clairement au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle et donc pour lesquelles une dérogation ne pourrait être accordée. En conclusion, notre association est donc totalement opposée à ce projet qui, s'il était mis en œuvre, aurait un impact très lourd et inacceptable sur la biodiversité. La démarche ERC ne permet en aucun cas de garantir l'absence de perte nette, voire d'un gain de biodiversité conformément aux dispositions de l'article L. 163-1.-I du Code de l'environnement. » note la LPO.

Dans une annonce inattendue du dernier jour de l'enquête, et en réponse au point soulevé par la LPO sur les informations manquantes dans la demande de dérogation, [les Amis de la Terre Côte-d'Or](#) qui précise « notre association est agréée au titre de la protection de l'environnement depuis 2019 » se disent prêts à aller devant la Cour de justice de l'Union Européenne si nécessaire.

De manière significative, ils affirment que : « Notre association est bien évidemment très favorable au développement des énergies renouvelables (ENR), à la sobriété et à l'efficacité énergétique. Jusqu'alors nous n'avions pas émis d'avis sur des projets de parcs éoliens.

« Si ce projet en plein cœur de site Natura 2000 devait être autorisé, nous nous réserverions le droit, en tant que l'association agréée protection de l'environnement, de porter une information auprès de la commission européenne, voire un recours devant la Cour de justice de l'Union Européenne »

Cette intervention étonnante montre non seulement ce qui est en jeu, mais aussi l'incompréhension et la colère suscitées par le rapport d'impact de Q Energy.

La LPO constate que « comme pour l'avifaune, des exemples récents **montrent l'écart entre les impacts jugés comme faibles par les porteurs de projets et la réalité.** »

### **RES Q Energy peut-elle compenser adéquatement les dommages qui seraient causés ?**

Non, répondent les LPO : « Nous considérons que l'étude d'impact présentée sous-évalue très fortement les incidences négatives que ce projet aurait sur la biodiversité. Si le porteur de projet n'a pas ménagé ses efforts pour démontrer l'indémontrable, il reste évident que sa mise en œuvre se traduirait inmanquablement, au terme de la séquence ERC, par des impacts résiduels importants pour la biodiversité :



- avec la perte d'habitats très favorables et présentant des conditions propices au retour ou à la restauration de population d'espèces emblématiques tant au niveau de l'avifaune que des chiroptères,
- avec un dérangement qui poussera certaines espèces, comme la Chevêchette d'Europe, à quitter la zone
- avec un risque de mortalité par collision réel pour des espèces longévives et ayant aujourd'hui des effectifs limités à quelques dizaines d'individus, voire moins. »

Il s'agit d'une question essentielle, car si Q-Energy ne peut pas démontrer de manière adéquate qu'elle peut compenser et atténuer les dommages qui seront causés, le projet ne peut pas recevoir du feu vert. L'avis technique du **Service Milieux Naturels**, CABCS, aborde également cette question essentielle :

« Nous tenons à souligner la nécessité de la prise en compte de ces espaces naturels protégés dans tout aménagement du territoire tels que (l'implantation de parts éoliens, qui plus est dans un périmètre dédié à la protection de l'avifaune et des chiroptères.

« Ces sites ont en effet été désignés en raison de la présence d'espèces et habitats à fort enjeux, et présentent donc une responsabilité régionale, nationale, mais également européenne, vis-à-vis du maintien de leur bon état de conservation. Malgré la proposition de mesures de réduction et de compensation par la pétitionnaire, le projet dans son ensemble est incompatible avec le maintien de l'état de conservation des espèces et habitats ayant justifié la désignation de ces périmètres »

Et ils signalent que le **Conseil National pour la Protection de la Nature (CNP)** a ainsi soulevé ce point dans son avis en date du 19 janvier 2023 en estimant que « les mesures de réduction et de compensation ne permettront jamais d'éviter que l'état de conservation de beaucoup de ces espèces ne soit mis en cause ».

Le Service Milieux Naturels rejoint l'avis du CNP, « les mesures de réduction et de compensation proposées dans le cadre de la séquence Eviter-Réduire-Compenser sont insuffisantes face aux enjeux de biodiversité présents, et ne permettent en aucun cas de conclure à une absence d'impacts du projet sur les espèces et habitats ayant justifié la désignation du site Natura 2000. »

## Omissions

De nombreuses omissions ont été relevées dans le rapport d'impact de RES Q Energy. Les Amis de la Terre Côte-d'Or ont souligné que, dans son étude d'impact, le porteur de projet fait référence à une étude réalisée par la LPO en 2017 « *Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune* », mais en omettant de reprendre deux des conclusions de l'étude (Mars, 2017) :

« La mortalité directe due aux éoliennes est au moins deux fois plus importante dans les parcs situés à moins de 1 000 m des Zones de Protection Spéciale (zones Natura 2000 au titre de la Directive Oiseaux).

« Elle y affecte bien plus qu'ailleurs les espèces inscrites à l'annexe 1 de la Directive oiseaux mais également celles considérées comme menacées sur la liste rouge des oiseaux de France Métropolitaine. »

### **Chauves-souris et point de basculement, relatif au risque d'extinction**

Alexandre Cartier, de la **Société d'histoire naturelle d'Autun (SHNA)**, constate que « La zone d'implantation visée pour l'installation du parc éolien est totalement incompatible avec la préservation de la biodiversité et d'espèces fortement menacées. »

Il poursuit en soulignant que les enjeux sont importants : « Une grande diversité de Chiroptères est présente au sein et à proximité de la zone d'implantation (20 espèces sur les 25 connues en Bourgogne) avec un cortège d'espèces très sensibles à la mortalité par les éoliennes (collision et barotraumatisme) notamment les Noctules, Pipistrelles et Sérotines. Les tendances nationales des populations de Noctule commune, Pipistrelle de Nathusius et Sérotine commune sont alarmantes, avec entre une baisse constatée de -30% à -88% sur la période 2006 à 2019 (Bas et al., 2020). »

### **Risques liés au point de basculement**

Avis Technique by Service Milieux Naturels, CABCS : « Hors, n'ont également pas été pris en compte, dans l'analyse, les impacts sur le long terme et à plus large échelle inhérents à la construction d'un parc éolien dans une zone à fort enjeu avifaunistique : perte d'habitats de nidification ou de chasse, évitement de la zone par les oiseaux en phase d'exploitation, fragmentation globale du territoire, altération des continuités écologiques, etc. Tout cela concourt à diminuer la qualité des habitats disponibles pour l'avifaune en présence, la rendant de fait moins attractive et diminuant sa capacité d'accueil. Le rôle d'une ZPS n'est-il justement pas d'assurer le bon état de conservation des populations avifaunistiques en présence, en leur garantissant des habitats de qualité leur permettant la réalisation de leurs cycles vitaux ? Cela passe par le maintien de l'attractivité et de la qualité du territoire pour l'avifaune, qui semble complètement compromise par un tel projet »

### **Le parc éolien peut-il être installé ailleurs ?**

**Les Amis de la Terre** n'ont pas été impressionnés par les efforts déployés par Q Energy pour trouver un autre lieu d'implantation. « Comme le souligne le CNPN dans son avis du 19 janvier 2023, l'explicitation de recherche d'autres sites de production - ailleurs que dans cette ZPS - est quasi absente; et le mémoire en réponse du porteur de projet aura été obligé d'être plus explicite (cf.

pages 11 à 25 du mémoire en réponse à l'avis du CNPN). Mais tout l'argumentaire est trompeur, il se base sur la taille de la zone d'implantation initiale, or le projet a été réduit de moitié et beaucoup de « poches » à plus faibles enjeux persistent, non analysées.

« La figure 17 en page 25 est parlante : le projet se situe dans l'une des 3 grandes ZPS du département. Dans une zone de sensibilité de niveau 3 sur une échelle croissante d'enjeux de 4, selon une carte de l'ancien schéma régional éolien. Il en va de même de la carte 7 en page 16 du mémoire, où l'on voit assez aisément que le projet réduit de moitié rentre en de nombreux autres lieux. Sans parler de tromperie intellectuelle, il faut reconnaître tout de même une analyse pour partie tronquée. »

### **Ecocide / écoblanchiment**

D'autres n'étaient pas convaincus du caractère écologique du projet, qu'il s'agisse de l'énorme quantité de béton utilisée pour les fondations ou de l'élimination éventuelle des turbines.

L Garreau, Ingénieure Formation et cheffe projets européens et internationaux depuis près de 20 ans, dont l'évaluation du PDZR (Programme de Développement des Zones rurales) a noté que :

« Ainsi, une légère prise favorable à l'implantation d'éoliennes en plein massif forestier ne peut convaincre du bien-fondé d'un inconscient collectif, qui voudrait projeter sur ces « moulins » une image bucolique de la modernité, saupoudrée d'une pseudo motivation environnementale. La tempête collective contre cet écocide notoire interrogera nécessairement le décisionnaire final... »

### **Risques d'incendie de forêt**

Veripoint Vert a soumis un dossier sur les risques d'incendie de forêt ainsi que des observations sur les risques d'incendie abordés par RES dans son rapport d'impact. Vous pouvez lire ces dossiers sur la nouvelle section "soumissions" du site de [La-Plus-Belle-Vallée.org](http://La-Plus-Belle-Vallée.org).

Un commentateur (Jean-Francois Bernard) a cité le risque potentiel d'incendie de forêt comme seule raison de soumettre un avis défavorable, avis motivé par « les risques d'incendies générés par la construction, le fonctionnement et la maintenance de ces équipements, aggravés par les difficultés à combattre ce type d'incendie. »

En conclusion, il note : « il me semble paradoxal que pour lutter contre les causes du réchauffement climatique, ce qui reste hautement souhaitable, on prenne le risque non négligeable de détruire une importante surface de forêt ; elle-même premier moyen de lutte contre les émissions carbone. Il est à noter que ce risque n'entre pas en compte dans les calculs du projet.



« A cet aspect s'ajoute les conséquences inestimables qu'un incendie de forêt important aurait sur la faune et la flore, comportant de nombreuses espèces protégées, voire en danger d'extinction... »

Annie Bazerolle, maire de Veuvey-sur-Ouche, soulève également la question du risque d'incendie et mentionne : « Nous venons d'installer dans notre commune 2 bâches -incendie ce qui signifie que les risques sont de plus en plus importants dans cette zone très boisée, Voir exemples en Espagne. Souhaitons-nous des risques supplémentaires ? »

### **Que disent les personnalités politiques ?**

Dans une lettre adressée à Franck Robine, Préfet de la Région Bourgogne Franche Comte, Alain Suguenot, Maire de Beaune et Président de la communauté d'agglomération Beaune Côte et Sud, a pris une position, ferme, contre le projet :

Dans un extrait de sa lettre il dit : « Ainsi, le projet de parc éolien des Grands communaux va, à bien des égards, et comme cela a déjà été démontré à maintes reprises, à l'encontre des Directives ou objectifs de préservation de la biodiversité établis à l'échelle régionale, nationale ou européenne. Je tiens à souligner que ce projet va à l'encontre des engagements pris par l'Etat en faveur de la préservation de la biodiversité à ces mêmes échelles. »

Et il conclut, dans sa lettre au préfet : « J'espère que cette alerte pourra vous encourager à intervenir auprès du porteur de projet pour éviter l'extension de ce parc éolien. Une décision contraire serait en défaveur de la biodiversité et des paysages de notre territoire. »

En revanche, François Patriat déclare :

Contribution n°598 (Email) - Déposée le 10 janvier 2024 à 09h56

« J'ai moi-même participé au suivi des réunions de comité de pilotage, à Beaune, en présence des élus et de la société Q ENERGY France. Lors de cette concertation l'emplacement des éoliennes et le recul aux habitations a été décidé dans le cadre de comités de pilotage associant également l'ONF et des associations environnementales locales »

« Les services de l'État ont validé les protocoles d'études, visité le site avec le paysagiste et formulé des recommandations reprises dans la configuration finale du projet. Cette contribution a permis d'éviter tout impact paysager sur le château de Châteauneuf en Auxois, propriété de la région, et les Climats de Bourgogne »

Et : « D'après mes informations, ce projet a bénéficié d'expertises paysagères et écologiques abouties et précises qui s'avèrent être d'une qualité exceptionnelle et qui ont permis le déploiement de mesures justes. Leur application permet de considérer l'impact final sur les espèces protégées concernées comme non significatif. Les incidences sur le site Natura 2000 sont en outre considérées comme faibles ou très faibles à nuls (et non significatifs). »

### **Le champ de bataille des études d'impact visuel**

S'il est une affirmation qui a été fortement contestée, lors de l'enquête publique des Grand Communaux, c'est bien l'assurance, tant vantée, de Q Energy, de machines « peu voire pas visibles depuis les villages voisins » comme indiqué dans tous ses documents de marketing et relations investisseurs

Un [étude visuel indépendant](#) et plus complète, financée par les habitants de La Bussière et produite par Contexte-Visuel, en complément de l'étude d'impact visuel officielle de Q Energy, s'est principalement concentrée sur les villages entourant le développement proposé, en incluant ce que les habitants verraient depuis leurs maisons/jardins.

Vous pouvez lire le rapport complet dans la nouvelle section Soumissions du site La Plus Belle Vallée à laquelle nous avons ajouté les principales soumissions à l'enquête publique.

Il est à noter que le promoteur a produit beaucoup plus de photographies pour la Côte que pour les villages de la vallée de l'Ouche.

Des photos de chaque village ainsi que des conseils sur la manière de participer à une enquête publique ont été partagés, au début de l'enquête publique, avec les habitants de La Bussière, Veuvey et St-Jean-de-Boeuf - les trois villages les plus touchés visuellement. Cela a suscité, de la part des habitants, un certain nombre de commentaires relatifs à l'impact visuel sur leur environnement immédiat. Omission la plus notable du rapport d'impact : Q Energy a "oublié" d'inclure l'impact visuel depuis Veuvey et le tronçon du canal allant de La Bussière à Veuvey.

Concernant les sites qualifiés au dossier d'intéressants à majeurs, la MRAe estime que « le niveau d'impact pour certains de ces sites mériterait d'être mieux justifié ou sinon réévalué à la hausse » . Elle aussi sélectionné un certain nombre de sites pour lesquels ils craignaient que l'impact visuel ait été sous-estimé, spécifiquement référençant à ceci : « l'entrée de Chaudenay-le-Château montre une covisibilité directe entre le site inscrit de la colline ; l'impact sur le site inscrit des Roches d'Arcey et de son belvédère de la Roche d'Anse (emprise angulaire occupée par le projet vis-à-vis du champ visuel global) et le site inscrit de Baulme-la-Roche - covisibilité depuis le belvédère et le chemin de randonnée qui suit le haut des falaises ; le site inscrit de Mâlain montre un impact depuis le sommet de la tour du château où le projet sera intégralement visible. »

L'abbaye cistercienne de la Bussière-sur-Ouche (classée au titre des monuments historiques) est un autre site que la Mission Régionale juge sous-estimé du pétitionnaire, en termes d'impact visuel. Elle note « l'émergence de pales au-dessus de la côte boisée qui ferme le grand paysage. L'impact qualifié de faible mérite d'être justifié ou réévalué. »

« Et le village de Colombier a été noté comme une zone de sensibilité forte, avec un effet de saturation visuelle possible, du fait de sa situation - sommet de coteau de la vallée de l'Ouche - et de son vis-à-vis direct avec la ZIP; depuis ce village, le parc des Portes de la Côte-d'Or est également visible. La qualification d'impact modéré est à mieux justifier ou à réévaluer compte tenu de cet aspect et du rapport d'échelle qui existe depuis cette vue. »

La MRAe recommande de mieux justifier ou revoir à la hausse les niveaux d'impact paysager du projet sur ces sites, qui semblent globalement sous-évalués.

## **UNESCO**

Même les lauréats du label Patrimoine mondial de l'Unesco ont exprimé son leur mécontentement. Mécontentement à l'égard du projet qui, bien qu'il ne soit pas directement visible depuis leurs terroirs, aurait un impact sur ce que l'on appelle sa zone tampon.

Dans une lettre publiée le dernier jour de l'enquête publique, Gilles de Larouziere, président des Climats du Vignoble de Bourgogne Patrimoine Mondial, a fait part de son mécontentement.

« En conclusion, il ressort que le dossier semble apporter des garanties quant à préservation de la zone centrale du Bien, en dépit d'analyses supplémentaires nécessaires pour être complètement affirmatif.

« En revanche, le dossier confirme des atteintes significatives à la zone tampon (dite écriin) pour laquelle l'Etat doit veiller à une protection au titre de la Valeur Universelle Exceptionnelle du site inscrit au Patrimoine mondial (loi LCAP, 2016). De ce fait, le projet ne nous semble pas recevable au regard de la préservation de l'authenticité et de l'intégrité du territoire des Climats du vignoble de Bourgogne. »

## **Pourquoi Q Energy a-t-elle minimisé le tourisme dans son rapport d'impact ?**

Alors que le dossier ne comportait qu'une page et demie, sur près de 1000, consacré au tourisme, les participants à l'enquête publique ont largement compensé cette omission par leurs commentaires, qu'il s'agisse de Dijonnais soulignant leur attachement à la vallée - le Poumon Vert de Dijon - ou des locaux qui ont valorisé la beauté naturelle intacte de la vallée et des forêts avoisinantes.

Le rapport d'impact de RES Q Energy note une « tendance à la hausse de la fréquentation touristique régionale et locale (source : Bilan statistique 2017 - Côte d'Or Tourisme) » mais poursuit en disant que « le projet est compatible avec les activités touristiques locales et qu'il n'y a pas de remise en cause du fort potentiel touristique des sites emblématiques locaux et de leur fréquentation. »

Q Energy n'a pas profité de l'occasion pour mettre à jour son rapport d'impact et refléter l'augmentation significative du tourisme dans la vallée, ainsi que des visiteurs venant de Beaune, Dijon et des villes environnantes, plus nombreux à profiter des très beaux sites locaux et équipements de loisirs en plein air, dans la période post-covid. Certaines informations concernant, en particulier, La Bussière, étaient tellement obsolètes qu'elles ne reflétaient plus du tout la réalité d'aujourd'hui, aucun des gîtes et chambres d'hôtes créés ces dernières années n'ayant été mentionné.

S'est également exprimée Marie-Christine Chanez Présidente du CRECEP (Le Collectif Régional d'Experts et de Citoyens pour l'Environnement et le Patrimoine) une association apolitique qui a pour objectif la préservation et la défense de l'environnement et du patrimoine de la Bourgogne-Franche-Comté. Elle s'est indignée de l'utilisation, dans le rapport d'impact, d'une enquête menée à Beaune selon laquelle « les turbines vues de la vallée et des routes utilisées pour aller et revenir de la région viticole ne dérangerait pas les touristes ».

D'après ses observations, l'enquête réalisée par le promoteur pendant quelques jours à Beaune et environs auprès de quelques touristes, pour évaluer la perception du parc des Portes de la Côte d'Or, ne présente aucun intérêt en ce qui concerne le parc des Grands communaux.

« Les touristes qui se déclarent favorables aux éoliennes, présentées comme un signe de 'modernité', et qui ne voient aucun inconvénient à ce que des parcs éoliens soient construits dans le département de Côte d'Or, ne vivront pas de façon permanente à proximité des éoliennes. Et on ne leur a pas demandé s'ils étaient favorables à la destruction d'espèces protégée »

« Le CRECEP a fait réaliser un sondage Opinion Way en juin 2021 (PJ) qui met en évidence l'avis majoritairement négatif, voire très négatif, des parcs éoliens sur l'environnement, le cadre de vie, l'attractivité des territoires et le tourisme notamment. »

Le dernier jour de l'enquête publique, Estelle Boniface, maire de La Bussière, a fait une intervention remarquée :

« Le tourisme est donc bien présent ici et pourtant ce sujet n'a pas été développé dans l'étude d'impact, alors qu'il revêt de multiples facettes. En effet, les vélotouristes affectionnent la Vallée de l'Ouche grâce notamment à la Véloroute qui sillonne tout le long du canal de Bourgogne. De même,

les randonneurs viennent et reviennent au fil des saisons, sans oublier les pèlerins et les adeptes du sport de pleine nature. Nous sommes à mi-chemin entre Dijon et Beaune, au cœur d'un circuit plus intimiste, plus sauvage, plus authentique que la traditionnelle Route des Vins connue et reconnue. »

Françoise Mauffrey, maire de Colombier, reprend ce point dans son mémoire :

« Les personnes qui viennent s'installer dans la vallée, viennent bien souvent pour son cadre exceptionnel, alliant quiétude, beauté des paysages, ainsi qu'une faune et une flore extraordinaire. Dénaturer cette zone (NATURA 2000) aurait un impact non seulement sur ses habitants mais aussi sur son tourisme. Et qu'en sera-t-il de la demande faite pour classer notre Canal de Bourgogne, au patrimoine mondial de l'UNESCO ? »

De même qu'Annie Bazerolle, maire de Veuvey :

« Le village est traversé par le canal de Bourgogne, les touristes sont très nombreux, marcheurs, cyclistes, autocaristes etc...l'horizon à venir d'éoliennes les attirera-t-il encore ?

Mon mari ainsi que son père ont été maires, ils ont chacun œuvré au développement touristique de la vallée de l'Ouche (années 70 déjà avec le député Jean-Philippe Lecas puis Lucien Jacob par exemple); toute cette énergie pour rien ?

Que penserait Henri Vincenot que nous avons bien connu de l'installation à quelques kilomètres de la ferme de la Pourrie qu'il chérissait tant de ces "monstres"

En conclusion, j'invite les personnes qui dans leurs bureaux élaborent ces projets à passer quelques semaines voire plus dans notre belle vallée de l'Ouche ; je souhaite la préserver encore longtemps et regrette que le seul intérêt à l'installation de ces engins soit un intérêt financier car je sais que nos budgets sont très insuffisants. »

Et dans leur contribution à l'enquête publique, Pierre et Chr, proches voisins de la vallée de l'Ouche/canal de Bourgogne) étant eux-mêmes « des randonneurs fréquents dans le périmètre concerné par le projet industriel » notent ceci : « notre patrimoine culturel, et local, avec pour berceau la vallée d'Ouche notre écrivain Henri Vincenot... m'amènent à citer le rejet par le Conseil d'Etat, en date du 4 octobre 2023, du projet industriel « JPee », de Combray Energie, en périphérie de Illiers Combray, lieu culte de mémoire de cet autre écrivain français de renommée mondiale qu'est Marcel Proust »

## **La voix des photographes de la vallée de l'Ouche...**

La vallée de l'Ouche attire les artistes et les écrivains depuis des centaines d'années. C'est aussi un pôle d'attraction pour les photographes - plusieurs d'entre eux ont soumis des propositions dans le cadre de cette enquête publique.

Monique Johannot (Antheuil) s'inquiète de l'impact du projet sur la flore remarquable.

« Je pratique depuis plus de 15 ans la photographie macro presque exclusivement en forêt d'Antheuil et ses coteaux environnants. Je connais les espèces dont vous parlez, orchis brûlé et autres orchidées sauvages, anémone fausse renoncule et anémone pulsatille, et je les photographie chaque année. Vous arrivez à la conclusion que l'impact du projet serait considéré comme très faible à négligeable sur ces espèces. C'est faux. Il est prouvé que le piétinement, l'écrasement, la circulation des véhicules et les modifications du terrain font qu'elles ne subsisteront pas et que leur transplantation est parfaitement inutile et condamnée d'avance. »

## **À quoi ressemble l'avenir ? Un rehaussement prévisible**

Bien qu'elle n'ait été mentionnée qu'à quelques reprises, la question de la « repowering » a été soulevée dans le cadre de l'enquête publique. Un photomontage figurant dans le rapport Contexte Visuel montre également à quoi ce que l'on verrait depuis le sommet du village de Barbirey, avec une hauteur portée à 240 mètres, lors du remplacement des premières éoliennes par d'autres. Q Energy a beaucoup insisté sur le fait que le paysage permettait de masquer une partie de l'impact visuel du projet. Mais avec, à l'avenir, une hauteur probable de 240 mètres, officiellement approuvée pour la Bourgogne, le scénario serait très différent ! Et les éoliennes seraient beaucoup plus visibles.

## **Impact financier sur les résidences : prix de l'immobilier**

Au moins deux agents immobiliers ont soulevé la question de l'impact sur les prix de l'immobilier. D'autres ont mentionné un rapport de la DREAL, datant de quelques années, indiquant que l'impact sur les prix de l'immobilier est plus important dans les régions d'une beauté naturelle exceptionnelle et dans les lieux touristiques. L'impact financier sur le tourisme a également été évoqué par des propriétaires d'entreprises locales d'hôtellerie.

## **L'impact sur le ciel nocturne, les étoiles**

Claudine Vincenot a soulevé la question de la pollution du ciel nocturne. En Bourgogne, « l'école a le ciel pour plafond » écrivait Henri Vincenot. Et celle-ci de poursuivre : « A l'heure où il y a de moins en moins d'endroits sans pollution lumineuse la nuit, c'est sûrement une source d'inspiration à préserver. »



La pollution lumineuse nocturne causée par le parc éolien voisin de Bessey en Chaume a été mentionnée dans certaines contributions. Des inquiétudes ont été exprimées quant à l'impact négatif de cette perte d'un atout très apprécié de la vie à la campagne, y compris son impact sur le tourisme.

### **Communication, communication, communication - ou pas selon les cas...**

En matière de communication, dans une brochure distribuée peu avant l'enquête publique, RES a déclaré que sa communication interne avait été exemplaire. Cet avis n'a pas été partagé par la plupart des contributeurs. Lorsque les enquêteurs publics ont visité La Bussière, cette question a été l'une des plus fréquemment soulevées. Estelle Boniface a développé ce point de manière assez détaillée dans son feedback direct aux enquêteurs.

« Enfin ce qui est à déplorer dans ce dossier, c'est l'absence de communication sur ce projet, et ceci depuis ses débuts. Après avoir sondé les habitants, aucun d'eux ne se souvient avoir reçu une quelconque invitation à la réunion publique qui s'était tenue à Saint-Jean-De-Bœuf. Pourtant, RES m'a affirmé avoir missionné un prestataire, pour qu'elle distribue dans chaque boîte aux lettres un tract informant de cette réunion. Mais RES m'a avoué ensuite qu'elle y avait eu un dysfonctionnement dans la distribution, et que La Bussière faisait partie des communes « oubliées ».

« Nous nous retrouvons donc avec des habitants qui n'ont découvert ce projet qu'à l'annonce de l'enquête publique, il y a moins d'un mois et demi... Côté mairie, ce fut le calme plat alors même que les villages voisins recevaient des informations et même des tracts de la part du promoteur. Pourquoi ce manque de considération alors que nous sommes pourtant l'une des communes les plus proches et les plus impactées ? »

### **L'argent fait tourner le monde, pas seulement les éoliennes**

Les avantages financiers du projet ont été régulièrement mentionnés, au même titre que la lutte contre le changement climatique, la production d'énergie, l'aide apportée à la Bourgogne Franche-Comté pour atteindre ses objectifs en matière d'énergies renouvelables, etc.

Grands Communaux est situé dans un territoire rural pionnier de la transition énergétique et bénéficie du soutien de l'ADEME et de la Région. Si l'éolien est la première source d'électricité dans la région Bourgogne Franche Comté avec 44% de la production électrique régionale (cf. bilan RTE 2022), le département de la Côte d'Or doit rester moteur dans la transition énergétique et écologique.

Les retombées financières pour les communes impliquées dans le projet ont été évoquées par de nombreux partisans du projet. Les maires des communautés de communes de l'Ouche et de la Montagne n'ont pas été les seuls à mettre en avant les avantages financiers dans leurs contributions.

Assez représentative de l'atout financier espéré, on pouvait lire dans la Contribution n°83 (Web) de Mat Del « les revenus générés par les 13 éoliennes permettront ainsi aux villages d'implantation de relever significativement leurs budgets communaux. ». Inversement, d'autres ont suggéré que les difficultés financières de l'Ouche et de la Montagne pouvait avoir entraîné une prise de décision biaisée au détriment de la préservation de la biodiversité.

### **Surprenant !**

L'une des contributions les plus inhabituelles à cette enquête publique est celle du Dr Christophe Thomazo, enseignant chercheur en géochimie à l'université de Bourgogne Franche-Comté. Bien qu'il n'ait pas été en mesure de soumettre un avis personnel en raison de son statut d'universitaire indépendant, il a présenté un mémoire extraordinaire soulignant la valeur tout à fait unique de la grotte d'Antheuil.

En voici un extrait :

« Enfin, la source du Bel Affreux montre des concrétions carbonatées, induites biologiquement par des cyanobactéries.....constituant ainsi un véritable laboratoire naturel pour une meilleure compréhension de l'origine de la vie sur terre. En effet, les plus vieilles traces du vivant sur Terre, qui datent de plus de 3,5 milliards d'années, sont liées à ce processus de précipitation calcaire par des cyanobactéries (i.e. les stromatolites bio-minéralisés). Avoir un équivalent local et actuel constitue une grande valeur ajoutée académique et pédagogique pour la région... »

« Préserver ce site, par ailleurs classé Natura 2000, semble donc d'une grande pertinence sociétale » conclut le professeur.

Il n'agirait donc pas seulement de préserver la biodiversité ici, la vallée de l'Ouche a aussi sa contribution à apporter au niveau de la planète ! Nous le remercions pour cette contribution qui met en évidence l'importance des enjeux à de multiples niveaux.

### **Conclusion**

Cette contribution inattendue résume peut-être le mieux l'enquête publique. - Une occasion inespérée pour tout un chacun de faire le point et d'apprécier les merveilles que la vallée a à offrir, y compris l'importance substantielle de la biodiversité qui s'y trouve.

Et d'après ce que nous avons vu en ligne, l'atmosphère générale des commentaires des personnes qui ne veulent pas que le projet aille de l'avant était également passionnée et authentique. Elle a également réuni des personnes de tous les horizons politiques (et extérieurs) autour d'un objectif commun.